

COMMUNE COLÈRE

Comment répondre aux arguments de la droite ?

Quelques suggestions : éviter de se braquer, écouter ce que les gens disent et répondez par rapport à leur situation. Essayer d'adapter les arguments à chaque situation : partir des jobs pourris que personne ne veut faire par exemple. Lorsqu'on est face à quelqu'un de très fermé, ne pas forcément insister mais ne pas s'énerver non plus, n'oubliez pas que la discussion est aussi pour ceux qui écoutent.

1. Limitation du chômage dans le temps

- **Cela ne concerne pas que les chômeurs/euses!** Limiter le chômage **diminue le pouvoir de négociation et les salaires de tous les travailleurs** car une personne sans allocation va être prête à accepter n'importe quel job pour manger à la fin du mois. Au contraire, une allocation de chômage suffisante renforce la capacité de négociation individuelle des travailleurs dans l'entreprise et limite en partie la concurrence vers le bas sur les conditions de travail et les salaires..

Si un système de chômage protège les travailleurs/euses, ton patron peut moins facilement te dire « *si tu n'es pas content-e, il y en a dix autres devant la porte qui seront contents de prendre ta place* » ou « si tu refuses le travail du dimanche/les heures sup/..., tu seras viré et remplacé par un des chômeurs qui attend ton job ».

- **Perdre son job ça peut arriver à tout le monde et en trouver un autre n'est pas si simple.**
 - Il n'y a pas assez de jobs. Il y a **presque 2 chômeurs pour chaque emploi disponible en Belgique** et plus de la moitié de ces emplois disponibles sont des jobs de m***** (intérim, CDD). La majorité des offres d'emplois se trouvent en Flandre tandis que les demandeurs d'emploi sont principalement en Wallonie et à Bruxelles
 - Prendre l'exemple de Audi, Makro etc: des travailleurs qui ont perdu leur boulot et qui retrouveront difficilement un autre boulot.
 - D'ailleurs une partie des chômeurs de longue durée (37%) travaillent, quelques jours par mois, dans des jobs de type intérim, juste pas assez pour sortir du chômage.
- **C'est un faux problème qui détourne l'attention des vrais scandales:**
 - Un chômeur de longue durée touche 1300€ par mois (isolé, brut). On peut taper sur les chômeurs, pour ne pas s'occuper des vrais profiteurs. Le chômage complet coûte 4 milliards par an, soit moins de 3% des dépenses totales en protection sociale. **Le chômage « de longue durée » (= plus de deux ans) coûte 2 milliards, soit 1,5% du total du budget de la Sécurité sociale !** Les entreprises, elles, versent 19 milliards d'€ aux actionnaires tout en touchant 15.7 milliards d'aides de l'Etat. Fais le calcul
 - Est-ce que l'exclusion des chômeurs va augmenter ton salaire, te permettre de moins travailler ? NON. Faut augmenter les salaires, la réduction du temps de travail etc.

COMMUNE COLÈRE

2. Chasse aux malades

- Même si on remettait au travail tous les travailleurs malades de longue durée, est-ce que cela changerait quelque chose pour toi ? Aurais-tu plus d'argent, de temps, et de sécurité sociale ?

« Ils font exprès de tomber malade » *Pourquoi ces personnes tombent malades ?*

- *À cause du travail* : pour plus de la moitié des malades de plus d'un an, le travail est responsable de l'incapacité de travail. Plus de 30% des invalides souffrent de problèmes psychiques (en grande majorité des burnout et des dépressions). Juste derrière il y a les troubles musculo squelettiques (=affections touchant les articulations, les muscles et les tendons.)
- *À cause de l'allongement des carrières* : 75% des malades de longue durée ont plus de 45 ans et plus l'âge augmente plus il y a de malades. Ce sont les gens qui ne peuvent plus (ou plus difficilement) partir en pension/pension anticipée/RCC (prépension) ou prendre un crédit-temps fin de carrière.

« Ils ne sont pas vraiment malades » *Est-il possible de faire semblant d'être malade ?*

- Les malades doivent être couvert-es par un certificat médical d'un médecin et sont contrôlé-es régulièrement par les médecins de la mutuelle. *Le travailleur/euse trouve/trouverait-il normal qu'on vienne vérifier chez lui s'il est vraiment malade ?*

« Ils n'ont qu'à retourner travailler » *Pourquoi ces personnes ne retournent pas travailler ?*

- Parce que les entreprises ne leur permettent pas de revenir : la plupart des « mi-temps médicaux » sont refusés; dans 9 entreprises sur 10 il n'y a pas de plan pour aider les malades de longue durée à revenir au boulot (alors que c'est obligatoire) et surtout dans 80% des cas ceux qui rentrent dans une procédure sont virés (sans préavis ni indemnités).
- *Faire le lien avec la pression que subissent les travailleurs et réorienter la responsabilité vers le patron. Que fait l'employeur pour ramener les malades ? rien ? et c'est quand même les travailleurs qui doivent gérer la pression supplémentaire*

Les solutions devraient donc être de s'attaquer au travail qui rend malade et pas aux malades

- Investir dans la prévention : prévenir le risque coûte moins cher que de traiter la conséquence
- Renforcer le rôle du CPPT (conseil pour la prévention et la protection au travail) : politique obligatoire de prévention des incapacités de travail, avec un accent particulier contre les risques de burnout et des TMS
- Rendre les fins de carrière soutenables : abaisser l'âge de la retraite, permettre le départ à prépension, réduction collective du temps de travail à partir de 45 ans
- Permettre un retour progressif et compatible avec la santé après une maladie : droit automatique au « mi-temps médical », sans obligation
- Sanctionner les employeurs qui ne proposent aucune alternative de travail

COMMUNE COLÈRE

3. « Y'a pas d'argent »

Pourquoi réduire les dépenses alors que d'autres alternatives de financement existent ?

- a) Une première alternative est évidemment de **taxer les plus riches**, ce que l'Arizona ne fait pas.
- L'Arizona réalise l'effort budgétaire quasi exclusivement par des coupes dans les dépenses. Pourtant, ce sont surtout les recettes fiscales qui ont diminué ces dernières années (et, essentiellement les recettes fiscales provenant des entreprises) : baisse de l'impôt des sociétés (de 33% à 25%), baisse des cotisations sociales patronales (de 32,4% à 25%), multiplication des contrats et avantages à faible impôts (flexijobs, jobs étudiants, avantages extralégaux, heures supplémentaires non taxées), explosion des sociétés de management qui paient beaucoup moins d'impôt que les salarié·es (environ 30% au lieu de 60% au total), explosion des subsides salariaux, etc.
 - En 2025, par exemple, les recettes fiscales n'ont augmenté que d'1,9% alors que le PIB a augmenté de 3,6%... En 2024, les recettes fiscales ont diminué de 17,6 milliards par rapport à 2014, toutes choses égales par ailleurs;
 - En Belgique, les revenus issus du capital (dividendes, loyers, plus-value) sont très peu taxés ce qui rend notre système fiscal dégressif : **un·e belge moyen paie 42% d'impôts** et de taxes sur l'ensemble de ses revenus, alors que le **top 1% ne paye qu'un taux de 24%**.
 - Taxer les plus riches permettrait d'annuler toutes les mesures arizona et de financer de nouveaux besoins (voir ppw slide 11 pour des propositions fiscales sur les plus riches)

b) Pour **certaines dépenses, on trouve de l'argent**:

- **Dépenses militaires** : La Belgique s'est engagée lors du dernier sommet de l'OTAN à La Haye, en juin 2025, à consacrer 5% de son PIB à la défense à l'horizon 2035. En 2024, les dépenses de défense représentaient 2,4% de PIB. Cet engagement entraînerait une augmentation des dépenses militaires pour la Belgique de 2,6 points de PIB (soit **16,1 milliards d'euros** si on devait déjà respecter cette norme en 2024).
- Les **subsides aux entreprises privées** s'élèvent pour la Belgique à 9,2% du PIB ou **51,9 milliards d'euros** en 2022.

c) **la Belgique n'est pas au bord de la faillite**

- Une dette de 105% du PIB, c'est la faillite ? C'est ce que prétend le gouvernement Arizona.
- Mais depuis vingt ans, le Japon navigue avec une dette très élevée, atteignant actuellement 250% du PIB, sans jamais avoir frôlé la faillite.
- Il apparaît donc qu'évaluer la soutenabilité de la dette à partir de ce type d'indicateur n'a guère de sens et sert surtout à promouvoir une politique néolibérale d'attaque contre l'État providence.